



PREFET DE L'HERAULT



## **CONVENTION DE COORDINATION** **ENTRE LA GENDARMERIE NATIONALE ET LA** **POLICE MUNICIPALE DE BAILLARGUES**



**Mars 2019 - Mars 2022**



## SOMMAIRE

<b>Préambule.....</b>	<b>3</b>
Article 1 <sup>er</sup> : L'état des lieux à partir du diagnostic local de sécurité .....	5
Article 2 : L'armement des agents de police municipale .....	5
 <b>Titre I. COORDINATION DES SERVICES.....</b>	<b>5</b>
<b>Chapitre I. Nature et lieux d'intervention .....</b>	<b>5</b>
Article 3 : Surveillance des bâtiments communaux .....	5
Article 4 : Surveillance des établissements scolaires.....	6
Article 5 : Surveillance des foires, des marchés et des commerces .....	6
Article 6 : Surveillance des manifestations sportives, culturelles et autres .....	6
Article 7 : Surveillance du stationnement et fourrière automobile.....	7
Article 8 : Surveillance diverses.....	7
Article 9 : Le fonctionnement du service .....	8
 <b>Chapitre II. Modalités de la coordination.....</b>	<b>9</b>
Article 10 : Réunions périodiques: .....	9
Article 11 : Les échanges de renseignements : modalités pratiques.....	9
Article 12 : Signalement des véhicules volés et des personnes signalées disparues.....	9
Article 13 : Rendre compte à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent.....	10
Article 14 : Liaisons radiophoniques partagées .....	11
 <b>Titre II. COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE .....</b>	<b>11</b>
Article 15 : Une coopération opérationnelle renforcée .....	11
Article 16 : Une coopération amplifiée .....	11
Article 17 : Une méthodologie de travail partagée .....	12
Article 18 : Une formation technique et professionnelle .....	13
 <b>Titre III. DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>13</b>
Article 19 : Rapport périodique .....	14
Article 20 : Évaluation annuelle .....	14
Article 21 : Durée de la convention et renouvellement.....	14
Article 22 : Modification de la convention.....	14
Article 23 : Respect de la convention.....	14
 <b>Annexe 1 .....</b>	<b>15</b>
<b>Annexe 2 .....</b>	<b>16</b>

## PREAMBULE

L'actuelle convention de coordination régit les relations fonctionnelles entre les forces de sécurité de l'État, représentées par la brigade de gendarmerie et la police municipale de Baillargues. Cette convention a permis à la police municipale, dans le respect des principes de partenariat définis par les dispositions législatives et réglementaires, de développer son action pour garantir la sécurité et la tranquillité de la population.

Elle a permis de consolider les missions de la police municipale et de la gendarmerie dans le respect des prérogatives de chaque service.

A cette occasion, il a été affirmé le rôle complémentaire des agents de la police municipale aux côtés des forces de la gendarmerie nationale, notamment en soulignant leur intervention dans la surveillance de l'espace public grâce à laquelle ils contribuent aux actions de police de proximité.

Toutefois, il y a lieu de prendre en considération l'évolution des textes réglementaires et notamment du décret n° 2017-1523 du 3 novembre 2017 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière.

La mise en œuvre de cette nouvelle convention de coordination traduit également l'engagement de la Ville et des autorités de l'État dans le cadre de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, et sa déclinaison départementale.

Cette convention s'inscrit également dans le cadre du déploiement de la Police de Sécurité du Quotidien présenté par le Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur le 8 février 2018.

## CONVENTION

### Entre

L'État,  
représenté par M. Pierre POUËSSEL, Préfet du département de l'Hérault,

### Et

La commune de Baillargues,  
représentée par M. Jean-Luc MEISSONNIER, Maire,

### **Ci-après dénommées les parties**

- **Vu** la loi 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;
- **Vu** la loi n°2007-297 relative à la prévention de la délinquance ;
- **Vu** le décret 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;
- **Vu** le code la sécurité intérieure et notamment les articles L. 511-1 et suivants et L. 512-1 et suivants ;
- **Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2212-2 et suivant ;
- **Vu** le code la sécurité intérieure et notamment les articles R. 511-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- **Vu** la circulaire NOR INTK 1300185 C du Ministre de l'Intérieur du 30 janvier 2013 ;
- **Vu** la convention de coordination entre la police municipale de Baillargues et les forces de sécurité de l'état, signée le 17 juillet 2000, renouvelée le 03 février 2006, puis le 12 novembre 2014 ;
- **Vu** la convention de partenariat entre la Ville de Baillargues et l'Etat relative à la vidéo protection urbaine du 13 juin 2014 ;
- **Vu** le diagnostic local de sécurité établi conjointement par le commandant de la Brigade Territoriale de Castries, le responsable de la police municipale de Baillargues ;
- **Considérant** qu'il y a lieu de modifier la convention de coordination afin de prendre en considération le décret n° 2017-1523 du 3 novembre 2017 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière ;

### ***Sont convenues les dispositions suivantes :***

La gendarmerie nationale et la police municipale ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune de Baillargues.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale des missions de maintien de l'ordre. La présente convention précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État.

Pour l'application de la présente convention le responsable des forces de sécurité de l'Etat est le commandant de brigade territoriale autonome de Castries.

## **Article 1<sup>er</sup> : L'état des lieux à partir du diagnostic local de sécurité**

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé en commun par le responsable de la police municipale et le commandant de la brigade de Gendarmerie de Castries fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- lutte contre la délinquance de proximité,
- lutte contre les cambriolages,
- lutte contre les vols de véhicules (voitures, vélos, etc.)
- lutte contre les atteintes volontaires à l'intégrité physique,
- lutte contre la violence routière,
- lutte contre les troubles à la tranquillité des citoyens,
- prévention à l'encontre des personnes vulnérables,
- prévention des violences intrafamiliales,
- lutte contre toutes les formes d'alcoolémie,
- surveillance des commerces et notamment des débits de boissons.

## **Article 2 : L'armement des agents de police municipale**

Les policiers municipaux sont autorisés, sous réserve d'être dûment habilités, à porter les armes de service détenues par la Ville et notamment :

- Armes de catégorie B-1<sup>er</sup> : revolver chambré pour le calibre 38
- Armes de catégorie D-2a : matraque télescopique
- Armes de catégorie D2b : générateurs d'aérosol incapacitant ou lacrymogène

En annexe 1, figure le nombre d'armes détenu par la Ville.  
Ces armes sont portées et stockées dans les conditions fixées par décret.

Les policiers municipaux restent armés pour traverser le territoire de la commune de Vendargues pour accéder au quartier communal de l'aire de repos de Saint Antoine dépendant de la commune de Baillargues.

Les policiers municipaux restent armés pour se rendre à la brigade territorialement compétente dont ils dépendent (Gendarmerie de Castries).

# **TITRE I : COORDINATION DES SERVICES**

## **Chapitre I<sup>er</sup> : Nature et lieux des interventions**

### **Article 3 : Surveillance des bâtiments communaux**

La police municipale assure la surveillance générale des bâtiments communaux.

### **Article 4 : Surveillance des établissements scolaires**

I. – La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des établissements scolaires suivants, en particulier lors des entrées et sorties des élèves :

- Ecole maternelle Antoine Geoffre : rue de la Chicane.
- Ecole élémentaire Jacques Brel : rue des Ecoles et rue de la Chicane.
- Ecole élémentaire Georges Brassens : rue des Ecoles et rue de la Chicane.

II. – La police municipale assure également, à titre principal, la surveillance du point de ramassage scolaire suivant :

- Collège « Le Béranger » : rue du Contrôle.

### **Article 5 : Surveillance des foires, des marchés et des commerces**

La police municipale de Baillargues assure, à titre principal, la surveillance des foires et marchés, ainsi que la surveillance des cérémonies, fêtes et manifestations organisées par la commune, notamment :

- Fêtes foraines
- Inaugurations
- Réceptions de personnalités
- Fêtes votives (fête d'hiver et fête d'été)
- Manifestations taurines (abrivados, bandidos, encierros, fête du taureau)
- Carnavals
- Festivités du Comité de jumelage
- Parcours du cœur
- Marchés traditionnel (Marché de Noël, Labour est dans le Pré)
- Bals et fêtes diverses...

### **Article 6 : Surveillance des manifestations sportives, culturelles et autres**

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le commandant de brigade et le responsable de la police municipale, soit par la police municipale, soit par les forces de sécurité de l'État, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Les modalités d'interventions respectives des forces de sécurité de l'État et de la police municipale seront définies au regard des prévisions et du degré de fréquentation de ces manifestations, et, après concertation entre le commandant de brigade et le responsable de la police municipale.

Un document récapitulatif de toutes les manifestations est établi par les services municipaux et transmis à la police municipale et à la gendarmerie, régulièrement.

### **Article 7 : Surveillance du stationnement et fourrière automobile**

La police municipale assure la surveillance du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 12. Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du code de la route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale (ou qui occupe ses fonctions).



Sous couvert du commandant de brigade, le responsable de la police municipale, ou son représentant, assure la gestion de l'enlèvement des véhicules sur le domaine privé (article L. 325-12 du code de la route) dans le cadre d'un dispositif mis en place entre le commandant de brigade et le responsable de la police municipale. La police municipale assure le suivi du dossier (lettre pré-recommandée, enlèvement, mise en demeure...), sous couvert de l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent.

Une délégation de service public est organisée afin d'effectuer les fourrières automobiles, par un prestataire privé.

## **Article 8 : Surveillances diverses**

Sans exclusivité, la police municipale assure les missions suivantes :

- ***Commémorations nationales du 8 mai ,11 novembre et fête nationale du 14 juillet***

- ***Réunion des Conseils Municipaux***

La police municipale est présente devant l'entrée de la salle lors des conseils municipaux.

- ***Lutte contre la violence routière***

La police municipale informe au préalable les forces de sécurité de l'État des opérations de contrôle routier et de constatations d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

- ***Circulation***

La police municipale concourt à la surveillance de la circulation et à sa régulation sur les axes encombrés par l'exécution de travaux, du déroulement de manifestation ou de tout autre fait. La police municipale concourt à la politique de sécurité routière. A cet effet, elle participe à la répression des infractions mettant en jeu la sécurité des différents usagers de la voie publique, afin de contribuer à la diminution des accidents.

- ***Contrôles des espaces et lieux publics***

La police municipale participe à la tranquillité d'usage des espaces publics.

A cet effet, elle contribue avec la gendarmerie à la lutte contre les incivilités, au recensement des tags, des squats et à la surveillance des lieux publics, au regard notamment des troubles à l'ordre public que peuvent générer certains rassemblements diurnes et nocturnes.

La police municipale est chargée du contrôle général de l'occupation du domaine public :

- elle assure la surveillance des différents chantiers de travaux et veille au respect des arrêtés municipaux de police ;
- elle assure la surveillance des terrasses des débits de boissons, restaurants et autres établissements assimilés et de tous types d'installations sur le domaine public ;
- elle est chargée conjointement avec la Gendarmerie de contrôler les installations illicites des gens du voyage, et le cas échéant d'effectuer les constatations d'usage et d'initier les procédures d'expulsion ;

Dans le cadre de la police du bruit et de l'environnement, la police municipale a pour mission de constater et de relever, par procès-verbal tout tapage ou nuisance sonore. Ces derniers sont transmis sans délai à l'Officier du Ministère Public compétent via l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent.

La police municipale contrôle la propreté de l'espace public et fait respecter les règles générales et particulières d'hygiène publique.

La police municipale assure la surveillance des parcs et espaces verts, ainsi que des espaces publics et autres lieux de promenade. Elle fait respecter les règles générales et particulières édictées pour ces lieux.

#### ▪ **Animaux**

La police municipale est chargée de tenir le registre de déclaration des animaux classés dangereux et d'instruire des demandes de permis de détention pour les chiens dits dangereux selon les dispositions de la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux et de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux. Cette liste tenue à jour est mise à disposition du commandant de brigade.

Au même titre que la Gendarmerie, elle est chargée de faire respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment l'obligation de tenir les chiens en laisse et le contrôle de toutes les pièces administratives obligatoires.

En application du code rural, la police municipale met en œuvre les procédures de capture des animaux errants et dangereux en fonction des moyens dont elle dispose.

#### ▪ **Éducation routière**

Les moniteurs d'éducation routière de la police municipale assurent des actions de prévention routière dans les écoles de la ville. Ils mènent également des actions de prévention et de sensibilisation avec le conseil municipal des jeunes ou avec d'autres partenaires.

### **Article 09 : Le fonctionnement du service**

Sans exclusivité, la police municipale assure la surveillance générale de la commune.  
L'effectif de la police municipale se compose de 5 agents des cadres d'emplois de la filière police municipale.

Les bureaux sont ouverts au public : de 8h00 à 18h00 (du lundi au Vendredi, sauf exceptions)

Adresse : 32, rue de la république 34670 Baillargues

Téléphone : 04.67.87.81.80 ou 06.62.38.18.53

Courriel : [police.municipale@ville-baillargues.fr](mailto:police.municipale@ville-baillargues.fr)

## **Chapitre II : Modalités de la coordination**

### **Article 10 : Réunions périodiques**

Le commandant de brigade et le responsable de la police municipale, ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. Lors de ces réunions, un état des résultats en matière de sécurité routière pourra être présenté.

Ces réunions dites de « sécurité publique » sont organisées toute les semaines en présence du commandant de brigade de la Gendarmerie et du responsable de la police municipale (ou de



leurs représentants).

L'information à caractère opérationnel et/ou sensible compte tenu des événements et les statistiques mensuelles complètent ce dispositif.

Sans préjudice des réunions périodiques, l'article L. 2211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « le Maire est informé sans délai par les responsables locaux de la gendarmerie des infractions causant un trouble à l'ordre public commises sur le territoire de sa commune ». Cette information se fait de manière habituelle, par le biais de la police municipale, chargée ensuite d'informer les élus. En fonction des circonstances, le commandant de brigade se réserve le droit d'informer directement le Maire.

### **Article 11 : Les échanges de renseignements : modalités pratiques**

Le commandant de brigade et le responsable de la police municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les gendarmes et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale informe le commandant de brigade du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées.

La police municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'État sur tous faits dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le commandant de brigade et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable de la gendarmerie, ou de son représentant. Le Maire en est systématiquement informé lors des réunions hebdomadaires de sécurité publique.

### **Article 12 : Signalement des véhicules volés et des personnes signalées disparues**

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et de l'arrêté du 15 mars 1996, les forces de sécurité de l'État et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés.

En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'État.

La police municipale peut être destinataire, dans la limite du besoin d'en connaître, des informations relatives aux seuls véhicules volés.

La communication, sur demande, de données figurant dans le SIV au profit de la police municipale exécutant des missions de sécurité routière est autorisée (article L330-2 du code de la route).

Selon le décret n°2013-745 du 14 août 2013 modifiant le décret n°2010-569 du 28 mai 2010 relatif au fichier des personnes recherchées, dans la limite du besoin d'en connaître, les militaires de la gendarmerie nationale peuvent, par oral ou écrit signé, transmettre aux agents de la police municipale certaines informations relatives à une personne inscrite dans ce fichier (personnes disparues ou évadées des asiles).

Sur demande motivée, certaines données figurant dans le fichier DICEM (déclaration et identification de certains engins motorisés), peuvent être transmises aux agents de la police municipale dans le cadre de leur mission de sécurité routière (arrêté du 15 mai 2009).

Les informations relatives à l'existence, la catégorie et la validité du permis de conduire peuvent être communiquées sur leur demande aux agents de la police municipale lors de missions de sécurité routière (article L 225-5 du code de la route).

Dans le cadre normal du service, les policiers municipaux doivent prioritairement être orientés vers la brigade de Castries.

Pour autant, il est interdit de donner des éléments contenus dans un fichier opérationnel sans identifier clairement l'appelant ; ainsi, dans ce dernier cas, le CORG ne répondra qu'en cas d'identification préalable grâce au code dédié.

Toute communication d'informations, même orale, provenant d'un autre fichier opérationnel est interdite.

### **Article 13 : Rendre compte à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent**

Lorsqu'ils sont les premiers informés d'un événement susceptible de revêtir un caractère sensible, d'un crime ou d'un délit flagrant, d'un fait pouvant constituer une atteinte aux personnes ou aux biens, les policiers municipaux informent sans délai, le chargé d'accueil de la brigade le jour, l'opérateur du COG, la nuit.

De même, pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale ainsi que celles concernant la sécurité routière notamment celles relatives aux vérifications des droits à conduire, aux conduites avec alcool ou après usage de stupéfiants ou encore aux vérifications liées à la personne ou au véhicule prévues par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre un officier de police judiciaire territorialement compétent.

A cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou par une liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

### **Pour la gendarmerie nationale**

- du lundi au samedi de 08 h à 12 h et de 14 h à 18 h
- le dimanche et jours fériés de 09 h à 12 h et de 15 à 18 h

Ligne téléphonique : 04.67.70.03.31 (brigade de gendarmerie de Castries).

*Les appels d'urgence doivent être effectués auprès du : 17*

Courriel : bta.castries@gendarmerie.interieur.gouv.fr

En dehors des heures ouvrables, le renvoi des appels se fait automatiquement vers le centre d'opérations de la gendarmerie à Montpellier.

#### **Article 14 : Liaisons radiophoniques partagées**

Les communications entre la police municipale et la gendarmerie pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par liaison radiophonique.  
L'installation des moyens de communication nécessaires est prise en charge par la commune.

## **TITRE II : COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE**

#### **Article 15 : une coopération opérationnelle**

Le Préfet de l'Hérault et le Maire de Baillargues conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale de Baillargues et les forces de sécurité de l'État, en l'occurrence la gendarmerie nationale

#### **Article 16 : une coopération amplifiée**

En conséquence, la gendarmerie et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

- du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition : régulièrement et à chaque fois que le besoin s'en fait sentir, le commandant de la brigade se rapproche du responsable de la police municipale afin de le solliciter sur le prêt de matériel, de moyens et/ou de personnel.
- de l'information quotidienne et réciproque : régulièrement le commandant de la brigade tiendra informé le responsable de la police municipale de tous les faits utiles communicables afin d'orienter l'organisation des services de la police municipale et le cas échéant déployer des patrouilles et des moyens adaptés. Ces informations peuvent être transmises par courriel.

La Gendarmerie et la police Municipale veilleront à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment dans les domaines suivants : en matière d'accidentalité et de sécurité routière, ainsi que dans les domaines énumérés à l'article 1.

- de la vidéo protection par la rédaction des modalités d'interventions consécutives à la saisine des forces de sécurité par le poste de commandement de la vidéo protection et d'accès aux images. Ces modalités sont formalisées dans une convention de partenariat signée le 13 juin 2014.
- des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du commandant de brigade ; notamment afin de lutter contre la petite et moyenne délinquance, pour mener des actions de prévention et de répression, mais aussi l'ilotage et de surveillance des commerces par exemple ...
- de la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'actions de prévention en direction de

publics considérés comme vulnérables et d'une stratégie locale de contrôle, dans le respect des instructions du Préfet et du procureur de la République. Elles peuvent utilement s'appuyer sur les documents d'analyse de l'accidentalité routière enregistrée sur le territoire de la commune et transmis par les observatoires départementaux de sécurité routière. La stratégie de contrôle intègre pleinement les nouvelles capacités de contrôle offertes aux polices municipales par l'accès au système d'immatriculation des véhicules et au système national des permis de conduire ainsi que les évolutions législatives permettant une coopération renforcée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière. Les dispositifs de vidéo protection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositions du 4° de l'article L. 251-2 du code de la sécurité intérieure et de ses textes d'application.

Cette stratégie de contrôle s'attache également à définir de manière conjointe les besoins et les réponses à apporter en matière de fourrière automobile. Notamment au regard des dispositions du code de la route permettant le contrôle du permis de conduire et de l'attestation d'assurance des véhicules ainsi que leur immobilisation et mise en fourrière à la suite d'infractions pour lesquelles la peine complémentaire de confiscation ou de confiscation obligatoire du véhicule est encourue.

- de la prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les vols à main armée, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires.
- de l'opération « tranquillité vacances » : d'un commun accord, la gendarmerie et la police municipale participent à cette action.

## **Article 17 : Une méthodologie de travail partagée**

### **❖ Mise à disposition d'auteur d'infraction**

Conformément à l'article 73 du Code de Procédure Pénale, les agents de police municipale ayant appréhendé l'auteur d'un crime ou d'un délit flagrant en rendent compte immédiatement à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent. Sur son avis, les agents de police municipale conduisent directement l'auteur du crime ou délit dans les locaux de la brigade territoriale, pour le placer sous l'autorité de l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent.

Le transport de la personne est effectué dans un véhicule sérigraphié conformément à la législation en vigueur notamment celle issue de l'article 803 du Code de Procédure Pénale relatif au menottage. Un rapport de mise à disposition est systématiquement rédigé et remis à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent. Les agents de police municipale ayant réalisé l'interpellation se tiennent à disposition de l'OPJ pour une audition éventuelle.

### **❖ Le relevé d'identité d'un contrevenant**

Lorsque les agents de la police municipale relèvent l'identité d'un contrevenant pour dresser les procès-verbaux concernant les contraventions que la loi et les règlements les autorisent à verbaliser et que ce dernier refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité, ils en rendent compte immédiatement à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent de la Gendarmerie Nationale. Si cet Officier de Police Judiciaire leur ordonne de le lui présenter, les agents de la police municipale procèdent au transport du contrevenant dans un véhicule sérigraphié et le conduisent directement à la brigade de Gendarmerie. Un rapport de mise à disposition est systématiquement rédigé et remis à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent.

#### ❖ **Dépistage d'alcoolémie et de stupéfiant dans le cadre du code de la route**

Sur l'ordre et sous la responsabilité de l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent, les agents de police municipale soumettent à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré, ou à des épreuves de dépistage en vue d'établir si cette personne conduisait en ayant fait usage de substances ou plantes classées comme stupéfiants, l'auteur présumé d'une infraction punie par le code de la route.

Les agents de police municipale peuvent, sur l'ordre et sous la responsabilité de l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent, lors d'opérations organisées par un responsable de la police municipale et en accord avec le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, même en l'absence d'infraction préalable ou d'accident, soumettre toute personne qui conduit un véhicule ou qui accompagne un élève conducteur à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré.

Lorsque les agents de police municipale procèdent à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré ou de stupéfiant et que, soit le contrevenant refuse de les subir, soit le résultat de ces épreuves permet de présumer l'existence d'un état alcoolique, ou sous l'empire de stupéfiant, ils en rendent compte immédiatement à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent. Sauf avis contraire de sa part, les agents de police municipale conduisent directement en véhicule sérigraphié, le contrevenant dans les locaux de la brigade de Gendarmerie. Un rapport de mise à disposition est systématiquement rédigé et remis à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent.

#### ❖ **Les ivresses publiques et manifestes**

Après avoir constaté l'état d'ivresse publique et manifeste d'une personne, les agents de police municipale rendent compte à un militaire de la brigade de gendarmerie. Sauf avis contraire de sa part, les agents de police municipale conduisent directement en véhicule sérigraphié, le contrevenant dans les locaux de la brigade de gendarmerie. Un rapport de mise à disposition est systématiquement rédigé et remis à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent.

### **TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 18 : Une formation technique et professionnelle**

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations suivantes tels que les gestes et techniques d'intervention, les mises en situation en milieu clos, la gestion de la vidéo protection, le secourisme, etc., au profit de la police municipale. Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'Intérieur et le président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

#### **Article 19 : Rapport périodique**

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'Etat et le Maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au Préfet et au Maire. Copie en est transmise au procureur de la République.

## **Article 20 : Évaluation annuelle**

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une rencontre entre le Préfet et le Maire. Le procureur de la République est informé de cette réunion et y participe, s'il le juge nécessaire.

## **Article 21 : Durée de la convention et renouvellement**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

## **Article 22 : Modification de la convention**

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 10 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le Maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

## **Article 23 : Respect de la convention**

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le Maire de Baillargues et le Préfet de l'Hérault, conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des Maires de France.

Fait à Baillargues, le

Monsieur le Préfet de l'Hérault  
Pierre POUESSEL

Monsieur le Maire de Baillargues  
Jean-Luc MEISSONNIER



## ANNEXE 1

### **EFFECTIF DU SERVICE DE POLICE MUNICIPALE**

Au 14 mars 2019 cinq fonctionnaires de Police Municipale sont affectés au service de Police.

NOM DE L'AGENT	GRADE DE L'AGENT	FONCTION DE L'AGENT	ARMEMENT CATÉGORIE D2a et D2b	ARMEMENT CATÉGORIE B-1 <sup>er</sup>
RICHON Jacky	Brigadier-Chef Principal	Chef de Poste	* Matraque télescopique  * Aérosol	* Révolver chambré pour le calibre 38 spécial
BRU Stéphane	Brigadier-Chef Principal	Adjoint au Chef de Poste	* Matraque télescopique  * Aérosol	* Révolver chambré pour le calibre 38 spécial
COLIN Jean-Pierre	Brigadier-Chef Principal		* Matraque télescopique  * Aérosol	* Révolver chambré pour le calibre 38 spécial
GUYOMARD Olivier	Brigadier-Chef Principal		* Matraque télescopique  * Aérosol	* Révolver chambré pour le calibre 38 spécial
PAPA Jean-Baptiste	Brigadier-Chef Principal		* Matraque télescopique  * Aérosol	* Révolver chambré pour le calibre 38 spécial

## ANNEXE 2

### **COMMUNICATION INTER-SERVICE**

<b>GENDARMERIE DE CASTRIES</b>	Standard	04 67 70 03 31
	Fax	04 67 70 88 60
	Numéro d'urgence	17
	Adresse mail	bta.castries@gendarmerie.interieur.gouv.fr
	Chef de brigade	06 27 43 45 55 bruno.seguier@gendarmerie.interieur.gouv.fr
	Adjoint au Chef de brigade	06 27 43 45 06

<b>POLICE MUNICIPALE DE BAILLARGUES</b>	Standard	04 67 87 81 80
	Fax	04 67 41 37 87
	Patrouille	06 62 38 18 53
	Astreinte funéraire et évènements graves	06 62 34 39 83
	Adresse mail	agents.pm@ville-baillargues.fr
	Chef de poste	06 60 15 18 11 jacky.richon@ville-baillargues.fr